

Introduction

André Martens

Volume 53, numéro 2, avril-juin 1977

Distribution des revenus et création d'emplois dans les pays en voie de développement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800720ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800720ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Martens, A. (1977). Introduction. *L'Actualité économique*, 53(2), 135–142.
<https://doi.org/10.7202/800720ar>

INTRODUCTION

Ce numéro spécial est le premier que *L'Actualité Economique* consacre entièrement aux problèmes des pays en voie de développement (P.V.D.).

Le choix d'y traiter conjointement des problèmes de la distribution des revenus et de la création d'emplois nous a surtout été dicté par un souci de pertinence.

Une série de cas récents de croissance rapide du produit intérieur brut en P.V.D. ont montré clairement qu'il est possible, moyennant une programmation soignée des investissements, d'augmenter significativement le taux de croissance de la production, voire des exportations, sans pour autant favoriser la création d'emplois et faire bénéficier des fruits de la croissance une fraction, dite marginale, mais souvent majoritaire, de la population. L'exemple du Brésil est fréquemment cité comme un cas d'espèce. Dans certaines situations, chômage et inégalité des revenus ont atteint des niveaux politiquement inacceptables, comme en témoigne la mise à sac, en janvier 1977, de résidences luxueuses par une population cairote à la limite du désespoir. Dans d'autres situations, les pays donateurs d'aide, influencés par une fraction croissante de leur opinion publique, requièrent, d'une manière dont n'est pas toujours absent un certain paternalisme, que les pays receveurs d'aide justifient les effets positifs sur l'emploi et la distribution qu'auront les projets qu'ils soumettent au financement bilatéral ou multilatéral. On en est venu ainsi à distinguer, de plus en plus, politique de développement de politique de croissance, dans la mesure où la première intègre explicitement au schéma de croissance les aspects de distribution et d'emploi¹.

1. D'un point de vue plus technique, il faut noter qu'indépendamment de la réalisation de l'objectif d'équité, il est souhaitable, sinon nécessaire, de tenir compte de manière explicite, de la distribution des bénéfices d'un projet aux différentes catégories de revenus, si l'on veut aboutir à une évaluation correcte de la rentabilité sociale dudit projet : dans des économies où, en général, le niveau d'investissement national est inférieur à celui requis par le taux désiré de croissance, le prix de référence à assigner à des bénéfices épargnés doit être supérieur à celui retenu pour des bénéfices qui seront éventuellement consommés, d'où l'importance de connaître, pour l'évaluation de la rentabilité sociale du projet, l'allocation de ses bénéfices entre des catégories de revenus caractérisées par des propensions différentes à épargner (L. Squire et M.G. van der Tak, 1975, p. 5).

Le principe de solutions communes aux problèmes de l'emploi et de la distribution des revenus en P.V.D. est, en général, basé sur la croyance, fondée ou non, que la manière la plus efficace d'améliorer la distribution des revenus est de créer des emplois, ou encore, qu'une redistribution des revenus est un prérequis à l'amélioration du taux d'emploi. Ce dernier point de vue est partagé dans un document de stratégie de l'Organisation internationale du Travail (1970, pp. 145-150). L'hypothèse selon laquelle l'amélioration de la distribution des revenus postule l'existence d'une politique active de création d'emplois est, quant à elle, renforcée par un manque de confiance généralisé dans les potentialités du système fiscal des P.V.D., défini au sens large, à réaliser une plus grande équité à l'aide de transferts redistributifs du revenu et de la richesse².

Le traitement conjoint, dans la présente revue, des problèmes de l'emploi et de la distribution ne doit cependant pas nous faire perdre de vue que, sur les plans théorique et empirique, nous sommes encore loin de connaître la relation exacte, particulièrement de nature dynamique, qui existe en P.V.D. entre l'amélioration de la distribution des revenus et l'augmentation du taux d'emploi, ainsi que leurs relations avec les autres objectifs de la politique économique (croissance, auto-suffisance, équilibre régional, ...). L'économiste argentin, V.E. Tokman, a étudié certains aspects de la question d'une manière détaillée dans le cas de l'économie de l'Équateur (1975). Ses résultats montrent qu'une simple politique d'amélioration de la distribution des revenus n'augmente pas automatiquement le taux d'emploi industriel de manière significative. Il s'agit, dans le cas de l'Équateur, d'accompagner cette politique d'une promotion de technologies à forte intensité de main-d'œuvre, strictement justifiées selon les critères d'efficacité économique, et d'orienter la demande additionnelle vers les biens de consommation. Moyennant de telles mesures d'accompagnement, l'emploi dans le secteur industriel de l'économie équatorienne pourrait augmenter d'environ 18 p.c.

La très intéressante étude de V.E. Tokman confirme que la recherche de solutions communes aux problèmes de l'emploi et de la distribution en P.V.D., doit être conduite dans un cadre intégré d'analyse économique qui tienne compte des dotations en ressources primaires, des possibilités de choix technologiques, des relations inter-industrielles, des élasticités de demande intérieure et du commerce extérieur, et autres paramètres techniques ou de comportement. En d'autres termes, il serait dangereux de laisser cette recherche à de simples considérations de philosophie sociale et technologique. La lecture de deux excellentes revues

2. Une rare et récente analyse des limites des transferts redistributifs de richesse en P.V.D. nous est donnée par A. Foxley, E. Animat et J.P. Arellano dans le cas de l'économie chilienne (1976).

d'études sur les problèmes de l'emploi et de la distribution en P.V.D. (respectivement, D. Morawetz, 1974, et W.R. Cline, 1975) ne peut que renforcer cette conclusion.

Il faut en outre souligner que l'intérêt croissant pour les objectifs de création d'emplois et de distribution équitable des revenus en P.V.D., est allé de pair, ces dernières années, avec un réexamen plus général des idées reçues en matière de développement économique.

Jusqu'au milieu des années '60, les économistes du développement se préoccupèrent surtout de l'étude des conditions garantissant en P.V.D. la croissance maximale du volume de biens et services offerts au niveau de la nation. Fortement tributaires, sinon à la remorque du paradigme néo-classique, les « milieux du développement » (administrateurs des politiques d'aide, planificateurs nationaux, universitaires...) postulaient, en général — comme le soulignent avec force P.A. Yotopoulos et J.B. Nugent (1976, pp. 429-430) — que la réalisation de l'objectif de croissance était, après la phase initiale de démarrage (le « décollage »), un processus harmonieux où spécialisation, mobilité des facteurs de production, diffusion du progrès technologique et échanges extérieurs, concouraient à assurer, non seulement un accroissement du bien-être global, mais aussi une répartition équitable des bénéfices associés à ce bien-être, tant au niveau national qu'international. Pour le théoricien indien S. Chakravarty, le problème central, sinon unique, de la planification du développement était le calcul du taux d'épargne (dit taux « optimum ») déterminant la maximisation du bien-être global, défini comme la somme actualisée des consommations privées agrégées, générées durant la période de planification (1969). La recherche empirique sur la répartition des bénéfices de la croissance et sur sa relation avec l'emploi n'était, quant à elle, pas particulièrement stimulée, étant donné la pauvreté de l'information statistique à cet égard, information dont l'inclusion n'avait d'ailleurs pas été prévue dans les cadres traditionnels de la comptabilité nationales (Nations-Unies, 1970).

Le réexamen, à la fin des années '60 et au début des années '70, des opinions reçues en matière de développement économique, fut surtout influencé par l'observation de la persistance en P.V.D. de phénomènes peu compatibles avec les règles marginalistes du fonctionnement du modèle néo-classique : l'utilisation de techniques à forte intensité de capital dans des pays à main-d'œuvre relativement abondante, la présence de courants migratoires vers les centres industriels à un rythme supérieur à celui des capacités de création d'emplois de l'industrie manufacturière, l'existence de capacités industrielles inutilisées dans des économies pauvres en capital, etc. Certains de ces phénomènes avaient déjà été observés, sinon étudiés : c'était leur persistance qui devenait conceptuellement gênante.

Parallèlement, à ces soucis de spécialistes, on assista à :

- 1) l'intérêt marqué au niveau des organisations de coopération internationale, dont les économistes sont les consultants naturels, pour des problèmes socio-économiques auxquels l'analyse économique ne s'était pas arrêtée (un bon exemple de ce type de problème est celui des « pauvres des villes » du secteur « informel » urbain des P.V.D., mis à l'avant de la scène du sous-développement par l'actuel président de la Banque mondiale) ;
- 2) la publication d'analyses collectives (I.M.D. Little, T. Scitovsky et M. Scott, 1970 ; B. Balassa et al., 1971) soulignant, dans le cas de plusieurs P.V.D., le coût réel élevé, c'est-à-dire, l'inefficacité économique, de politiques d'industrialisation accélérée et de création d'emplois, ainsi que leurs effets pernicieux sur la distribution des revenus ;
- 3) l'apparition de nouvelles formes de relations internationales — les firmes transnationales et la sous-traitance industrielle — dont les effets sur l'emploi, le revenu et la technologie des P.V.D., pouvaient difficilement être analysés dans le cadre traditionnel de la théorie des flux internationaux de capitaux et des conditions de la concurrence parfaite (G.K. Helleiner, 1973, 1975 ; M. Sharpston, 1975) ;
- 4) l'importance prise dans l'opinion publique internationale, suite à la sécheresse et autres fléaux de la nature, par des économies, jusqu'alors ignorées, mais très éloignées de cette étape de décollage économique, après laquelle croissance et développement étaient considérés comme allant de pair (pays sahéliens, Bangladesh...).

Il est difficile, à l'heure actuelle, d'apprécier les incidences exactes de cet ensemble de phénomènes sur l'état de l'art en économie et programmation du développement (A. Martens, 1975) et, par voie de conséquence, sur le cadre analytique dans lequel seront étudiés à l'avenir les problèmes d'emploi et de distribution. Il est néanmoins possible de déceler certains traits fondamentaux non exclusifs qui caractérisent déjà et caractériseront, à un degré variable, les structures de cette analyse :

- 1) l'utilisation croissante de schémas analytiques de *déséquilibre*, initiés, il y a longtemps, en économie du développement, par les travaux de R.S. Eckaus sur le déterminisme technologique dans les P.V.D. (1955) et les modèles de déficits de ressources (*gap-models*) de H.B. Chenery et M. Bruno (1962). Un exemple récent de ce type d'analyse, qui a déjà trouvé ses lettres de noblesse, est le modèle dit de Todaro (J.R. Harris et M.P. Todaro, 1969, 1970 ; M.P. Todaro, 1976) : le modèle de Todaro s'éloigne du schéma d'équilibre néo-classique, où les migrants répondent essentiellement aux incita-

tions créées par les différences de salaires entre régions et secteurs, en introduisant une variable distincte de probabilité d'obtention d'emploi ; il parvient ainsi à expliquer comment un chômage urbain croissant peut continuer à être accompagné d'arrivées régulières, dans les villes et centres industriels, d'immigrants en provenance des campagnes³ ;

- 2) la tendance à *intégrer* les aspects de la distribution et de l'emploi dans des modèles globaux de simulation du type inter-industriel, « fermés » par des fonctions sectorielles de consommation distinguées par catégories de revenus (V.E. Tokman, 1975). Ce deuxième trait fondamental, qui considère que la distribution et l'emploi sont à la fois cause et effet dans le schéma formalisé de la croissance, va à l'encontre de vieilles habitudes qui avaient tendance à reléguer distribution et emploi dans le volet « social » de la politique de développement, lui-même considéré comme un sous-produit du programme de production et d'investissement (M.B. Kiray, 1967) ;
- 3) finalement, l'attention croissante accordée à l'impact des *distorsions* engendrées par les politiques commerciale et fiscale en P.V.D., sur l'allocation des ressources, la création d'emplois et la distribution des revenus (W.M. Corden, 1974 ; C.F. Diaz-Alejandro, 1975 ; S.P. Magee, 1976).

Il n'est donc pas étonnant, qu'à l'occasion du présent numéro de *L'Actualité Economique* consacré à l'emploi et la distribution en P.V.D., nous trouvons dans la plupart des études qui le constituent, les traits fondamentaux qui semblent caractériser actuellement et caractériseront sans doute à l'avenir, l'analyse économique du développement en général, et celle des problèmes de l'emploi et de la distribution en particulier : utilisation de schémas de déséquilibre, recours à des cadres analytiques formalisés et intégrés, et prise en considération de l'impact des distorsions créées par les politiques gouvernementales.

Dans un premier article de ce numéro, M.S. Ahluwalia, utilisant l'ensemble impressionnant de données sur la distribution des revenus en P.V.D. collationnées par les services économiques de la Banque mondiale, réexamine l'hypothèse avancée par S. Kuznets selon laquelle l'inégalité croît initialement et ensuite décroît avec le développement.

Dans un deuxième article, J. Henry précise avec soin les notions d'efficacité, d'égalité et d'équité dans le contexte de la répartition personnelle des revenus. Après avoir étudié les implications de certains critères de justice distributive sur le concept d'équité, J. Henry construit

3. A.C. Harberger (1971) a utilisé les enseignements de M.P. Todaro pour une reformulation du coût d'option de la main-d'œuvre en P.V.D. tandis que W.M. Corden (1974, chap. 6) en a tiré clairement les implications de politique économique.

un estimateur d'équité qu'il applique à la distribution internationale et intra-nationale des revenus.

Dans une analyse géométrique à deux facteurs de production (le capital et le travail), O. Hawrylyshyn reconsidère la notion de substitution des facteurs dans le cas des P.V.D., et nous propose une classification des changements technologiques qu'il estime plus appropriée pour l'étude des politiques de création d'emplois en P.V.D.

D. Mazumdar étudie le fonctionnement d'un modèle théorique du secteur urbain comprenant, du point de vue du marché du travail, un sous-secteur organisé et un sous-secteur inorganisé. L'analyse est raffinée à la suite de l'introduction de deux types de demandeurs d'emploi dans le sous-secteur inorganisé. Les résultats suggèrent une classification des différents types de marchés du travail en P.V.D., qui pourrait être utilisée pour la collecte de données empiriques.

Dans un article dont le contenu a fait l'objet d'une communication à la Conférence mondiale sur l'Emploi, tenue à Genève en 1976, G.K. Helleiner fait une évaluation critique de l'évidence (et de l'absence d'évidence) que l'on a sur le rôle des firmes transnationales dans la création d'emplois en P.V.D. par le biais des exportations.

Assimilant le remplacement des experts étrangers (les « expatriés ») par des cadres nationaux à une activité de substitution à l'importation, T.D. Monson et G. Pursell utilisent le concept de coût en ressources domestiques de l'analyse du commerce international, pour évaluer les programmes d'éducation secondaire et universitaire qu'à mis en place la Côte d'Ivoire pour la formation de main-d'œuvre locale qualifiée.

Finalement, L. Dudley et N.E. Garcia ont recours à un modèle élaboré originalement par la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine (C.E.P.A.L.) pour étudier l'effet du progrès technique sur la distribution des revenus à travers l'impact qu'il peut avoir sur les conditions d'emploi. L. Dudley et N.E. Garcia nous proposent, à l'aide de ce modèle, une prévision de l'évolution probable de l'économie latino-américaine jusqu'à l'an 2000 en distinguant les effets séparés, sur l'emploi et la distribution, de politiques alternatives de développement.

Nous tenons à remercier le professeur Jouandet-Bernadat, directeur de *L'Actualité Economique*, de l'invitation qu'il nous a faite d'organiser ce premier numéro de la revue consacré aux problèmes des P.V.D. Notre reconnaissance va également aux auteurs des différents articles qui ont accepté avec enthousiasme le thème retenu et qui, malgré leurs tâches souvent absorbantes, et selon les cas, ont retravaillé leur sujet pour nos besoins, ont obtenu les permissions nécessaires pour la publication de leurs résultats et conclusions, et n'ont pas craint les dangers inhérents au

processus de traduction, tâche délicate dont s'est acquitté avec dévouement et compétence M. A. Cossette de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales de Montréal.

André MARTENS,
Centre de recherche en développement économique,
Université de Montréal.

BIBLIOGRAPHIE

- BALASSA, B. et al., *The Structure of Protection in Developing Countries*, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1971.
- CHAKRAVARTY, S., *Capital and Development Planning*, the M.I.T. Press, Cambridge, 1969.
- CHEENERY, H.B. et BRUNO, M., « Development Alternatives in an Open Economy : the Case of Israel », *Economic Journal*, vol. 72, mars 1962.
- CLINE, W.R., « Distribution and Development : A Survey of Literature », *Journal of Development Economics*, vol. 1, n° 4, février 1975.
- GORDEN, W.M., *Trade Policy and Economic Welfare*, Clarendon Press, Oxford, 1974.
- DIAZ-ALEJANDRO, C.F., « Trade Policies and Economic Development » dans P.B. Kenen (éditeur) : *International Trade and Finance : Frontiers for Research*, Cambridge University Press, 1975, pp. 93-150.
- ECKAUS, R.S., « The Factor Proportions Problem in Underdeveloped Areas », *American Economic Review*, vol. 45, septembre 1955.
- FOXLEY, A. ; ANIMAT, E. ; ARELLANO, J.P., *Redistribucion del Patrimonio y Erradicacion de la Pobreza*, Corporacion de Investigaciones Economicas para Latinoamerica, Estudios Cieplan, Santiago, Chili, octobre 1976.
- HARBERGER, A.C., « The Social Opportunity Cost of Labour », *International Labour Review*, vol. 103, 1971.
- HARRIS, J.R. et TODARO, M.P., « Migration, Unemployment and Development : A Two-Sector Analysis », *American Economic Review*, vol. 70, mars 1970.
- HARRIS, J.R. et TODARO, M.P., « Wages, Industrial Employment and Labor Productivity : The Kenyan Experience », *Eastern African Economic Review*, vol. 1, juin 1969.
- HELLEINER, G.K., « Manufactured Exports from Less Developed Countries and Multinational Firms », *Economic Journal*, vol. 83, mars 1973.
- HELLEINER, G.K., « The Role of Multinational Corporations in the Less Developed Countries' Trade in Technology », *World Development*, vol. 3, n° 4, avril 1975.
- KIRAY, M.B., « On Certain Aspects of the Social Planning of the First Five-Year Plan » dans *Planning in Turkey* (Editeurs : S. Ilkin et E. Inanç), Middle East Technical University, Ankara, 1967, chap. 9.

- LITTLE, I.M.D. ; SCITOVSKY, T. et SCOTT, M., *Industry and Trade in Some Developing Countries*, Oxford University Press, Londres, 1970.
- MAGEE, S.P., *International Trade and Distorsions in Factor Markets*, Marcel Dekker Inc., New York, 1976.
- MARTENS, A., *Modélisation et planification du développement économique dans des pays à revenu faible : brève rétrospective et quelques considérations*, Actes du Colloque sur la théorie des systèmes et la gestion scientifique des services publics, Université de Montréal, Montréal, 29-31 janvier 1975, pp. 128-143.
- MORAWETZ, D., « Employment Implications of Industrialization in Developing Countries : A Survey », *Economic Journal*, vol. 84, n° 335, septembre 1974.
- NATIONS-UNIES, *Système de comptabilité nationale*, ST/STAT/SER.F/2/REV.3, New York, 1970.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, *Towards Full Employment*, Genève, 1970.
- SHARPSTON, M., « International Sub-Contracting », *Oxford Economic Papers*, vol. 27, n° 1, mars 1975.
- SQUIRE, L. et VAN DER TAK, H.G., *Economic Analysis of Projects*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore et Londres, 1975.
- TODARO, M.P., « Urban Job Expansion, Induced Migration and Rising Unemployment : A Formulation and Simplified Empirical Test for LDCS », *Journal of Development Economics*, vol. 3, n° 3, septembre 1976.
- TOKMAN, V.E., « Income Distribution, Technology and Employment in Developing Countries : An Application to Ecuador », *Journal of Development Economics*, vol. 2, n° 1, mars 1975.
- YOTOPOULOS, P.A. et NUGENT, J.B., *Economics of Development : Empirical Investigations*, Harper and Row, New York, 1976.